

## L'Académie veut réformer les cours d'économie au lycée

L'Académie des sciences morales et politiques veut réorienter les programmes en insistant sur les entreprises *Page 6*

Il faut réduire les programmes à un nombre restreint de concepts fondamentaux, mettre l'accent sur la microéconomie, favoriser l'innovation pédagogique, parler un peu plus de l'entreprise...

# L'Académie des sciences morales et politiques veut réformer les cours d'économie au lycée

### Combat

Le 20 mars, l'Académie des Sciences Morales et Politiques diffusera ses propositions pour améliorer l'enseignement des Sciences Economiques et Sociales au lycée.

Irène Inchauspé

UNE DÉLÉGATION DE L'ACADÉMIE des sciences morales et politiques (ASMP) composée, entre autres, du prix Nobel d'économie Jean Tirole et de grands patrons (Denis Kessler, président de Scor, Michel Pébereau, président d'honneur de BNP Paribas) s'est rendue au ministère de l'Education nationale le 15 mars. Ils ont développé, devant les représentants du Conseil supérieur des programmes (CSP) et du Conseil national éducation-économie (CNEE) - instance installée en 2013 pour rapprocher l'école de l'entreprise -, les propositions de l'Académie sur l'enseignement des sciences économiques et sociales (SES) au lycée. « La réunion a duré trois heures, elle a été cordiale » se félicite-t-on à l'ASMP. Cette « bonne ambiance » n'avait rien d'évident puisqu'en septembre 2016, cinq chefs d'entreprise, dont Michel Pébereau, avaient claqué la porte du CNEE. Ils reprochaient à Najat Vallaud-Belkacem d'avoir rendu facultative la question « de la formation des prix sur un marché » dans les programmes de seconde.

L'Opinion a pu consulter les propositions de l'ASMP qui seront rendues publiques le 20 mars. Leurs auteurs reconnaissent d'abord qu'il y a eu des progrès par rapport au constat qui avait été établi en 2008. « Outre la disparition des préjugés idéologiques caricaturaux, la part dévolue à l'analyse des mécanismes de marché, initialement minimale, a

été accrue et la présentation de ces mécanismes dans les manuels est souvent (mais pas toujours) de bonne qualité. »

**Tropisme macroéconomique.** Mais, selon l'ASMP, la copie est loin d'être parfaite. Il convient donc d'abord de « repenser de façon systématique le contenu des programmes ». En finir par exemple avec un tropisme macroéconomique persistant, car les « analyses microéconomiques offrent un terrain beaucoup plus solide ». Pour illustrer leurs propos, les auteurs du rapport de l'ASMP donnent un exemple concret. Peu d'économistes, écrivent-ils, contesteraient qu'une subvention à la demande, sur un marché où l'offre est inélastique, se traduit essentiellement par une hausse des prix, sans grand effet sur les quantités. Ceci implique notamment que l'Aide personnalisée au logement, au moins sur les marchés immobiliers très contraints et en insuffisance d'offre (Paris par exemple), se traduit pour l'essentiel par un transfert des contribuables vers les propriétaires de logements locatifs.

Il faudrait aussi « renoncer à l'encyclopédisme des programmes ». Voilà l'un des points sur lequel il est facile de faire l'unanimité. C'est bien parce qu'ils affirment de ne pas avoir le temps de tout traiter, que les professeurs de SES ont demandé de rendre optionnelle... la formation des prix sur le marché. « Cette décision est contestable, elle a créé un mauvais climat, estime Jean-Michel Blanquer, directeur général de l'Essec, ex-directeur général de l'Enseignement scolaire au ministère de l'Education nationale. Il est très dommageable de plaquer le clivage "gauche-droite" sur l'enseignement de l'économie. Définissons plutôt clairement l'objectif de cet enseignement et mettons l'accent sur le contenu des manuels et la formation des enseignants. » Idéologie ?

La proposition de l'ASMP consistant à mettre davantage l'accent dans les programmes sur « l'entreprise, son rôle, son financement, son développement » va encore créer une polémique.

**Validation empirique.** Une autre proposition est de compléter la gamme des « concepts de base » de la discipline. Pour l'ASMP, si certaines notions ont été introduites de façon satisfaisante, comme la production, la consommation et l'épargne, d'autres sont encore trop absentes. Il s'agit de la notion d'incitation, du concept d'équilibre, de l'efficacité et du risque, ce dernier devrait en particulier bénéficier d'une présentation très large.

Une fois modifiés les contenus des programmes, l'Académie propose de « faire découvrir les méthodes de validation empirique ». L'accent est mis notamment sur la distinction entre corrélation et causalité qui « est sans doute la notion la plus importante de toutes les sciences sociales ». Pourquoi ne pas démarrer l'étude par une question simple : « Les statistiques montrent que les propriétaires de chiens sont en général en meilleure santé que la moyenne, faut-il faire rembourser l'achat d'animaux domestiques par les assurances maladie ? » Il ne faut pas toutefois laisser croire aux élèves qu'il est impossible d'établir des causalités, ce qui pourrait les convaincre que l'économie ne peut proposer une approche scientifique de la réalité sociale. *Le négationnisme économique*, livre des économistes Cahuc et Zylberberg, montre à partir de nombreuses études empiriques que la science

économique commence à ressembler à une science expérimentale.

L'ASMP préconise enfin de favoriser l'innovation pédagogique en multipliant les études cas. Tout cela n'a rien de révolutionnaire et relève plutôt du bon sens, qualité finalement assez peu partagée.

@iinchauspe



SIPA PRESS

Une délégation de l'Association des sciences morales et politiques, dont son président, **Michel Pébereau**, a développé ses propositions au gouvernement.